

## NOTE D'INFORMATION

### A PAOUA, AUTORITES LOCALES ET MINUSCA SOULIGNENT LES PROGRES SECURITAIRES

Bangui, le 12 juin 2019 – A Paoua, dans la sous-préfecture de l'OuhamPendé, malgré les récents évènements dramatiques, la situation sécuritaire n'a cessé de s'améliorer depuis plusieurs mois, ont indiqué les autorités locales et la MINUSCA mercredi en conférence de presse. « La situation est calme à Paoua.

Les difficultés sont ailleurs et nous travaillons avec le bureau de la MINUSCA pour trouver des solutions, notamment sur la problématique de la transhumance », a affirmé le sous-préfet de Paoua, Martin Kossi. Le chef du bureau de la MINUSCA à Paoua, Laurent Wastelain, a renchéri, en précisant que la situation générale de l'Ouham-Pendé et de la sous-préfecture de Paoua a été nettement améliorée. « Malgré la présence des groupes armés, d'énormes efforts ont été faits dans le nord de Paoua. Grâce au positionnement et à l'intervention robuste de la Force MINUSCA et des FACA, la situation sécuritaire dans le nord de Paoua jusqu'à la frontière avec le Tchad est stabilisée et la majorité des déplacés internes est retournée dans leurs villages d'origine », a-t-il déclaré. Selon ce responsable, la sécurisation a permis également la reprise des échanges avec les autorités tchadiennes, la réouverture de la frontière au niveau de Bembéré, la reprise du dialogue et des échanges sur des questions judiciaires, des questions de transhumances et des questions humanitaires.

Sur les tueries du 21 mai 2019 par des éléments du 3R, le chef du bureau de la MINUSCA a rappelé la pression politique sur le leader de ce groupe afin de coopérer avec la justice et s'engager dans le programme de désarmement et démobilisation ainsi que la poursuite de l'opération de la Force de la MINUSCA dans la zone pour prévenir des violences et protéger les populations civiles.

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, est revenu sur la mission conjointe Gouvernement centrafricain-Union africaine-CEEAC-Nations unies, mardi et mercredi dans la préfecture de la Ouaka où elle devait notamment rencontrer le leader de l'UPC, en indiquant que le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RCA, Kenneth Gluck, fait partie de la délégation.

Le porte-parole, le représentant dans la préfecture de la Ouaka, moins de deux semaines après celle effectuée de Niem Yéléwa, dans le nord-ouest du pays, est l' « occasion de discuter directement avec les parties et de rappeler leurs engagements dans le cadre de l'Accord politique. Les engagements des groupes armés portent, entre autres, sur la fin immédiate de toute forme d'hostilité, sur la cessation des violences contre les civils et à s'abstenir de faire obstacle au redéploiement des autorités civiles et militaires sur le territoire ni à la fourniture des services publics à la population centrafricaine », a-t-il souligné.

Quant à la vulgarisation de l'Accord politique, le porte-parole a indiqué que 15 organisations de la société civile ayant pris part à un récent atelier soutenu par la MINUSCA, lancent jeudi un projet de formation de points focaux dans des villes de préfectures. « Dans cette étape, une série d'ateliers sera organisée dans six villes à savoir Boali, Mbaiki, Sibut, Berberati, Bambari et Bossangoa. Quelques 60 points focaux seront formés dans chaque ville où ils auront la charge de vulgariser l'Accord politique ».

Concernant la situation des droits de l'homme, il a fait savoir qu'entre le 5 et le 11 juin, la MINUSCA a documenté 15 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 20 victimes. « Les auteurs présumés de cette semaine sont essentiellement des éléments des groupes armés tels que le FPRC, 3R, l'UPC, le MPC, des Peuhls armés et les anti-Balaka », a précisé le porte-parole.